

Le fric? Vous avez dit délinquance?. Qui?...Un peu de décence... Parler clair

Et oui il faut en parler. Ce devrait même avec l'emploi être le premier sujet de préoccupation. Certes les questions de pouvoir d'achat sont abordées mais elles restent dans le champ syndical revendicatif traditionnel.

J'ai le souvenir au goût amer **des interdits qui pesaient sur la réflexion à gauche**. Le fric était un sujet tabou. Le terme "Morale" était proscrit car à connotation subjective. Un député disait même que parler de la retraite ou des avantages des parlementaires faisait le jeu du front national et que ces thèmes devaient rester dans la sphère du privé et de la démocratie qui a un coût. Mais les socialistes et la gauche, au fur et à mesure des élections, prenaient des vestes, avec des exemples de corruption qui s'étaient dans la presse. Et bien sûr ce grand écart insupportable, entre discours et réalité, s'est terminé logiquement en 2017 par la déroute que l'on sait.

L'arrogance du fric est sans limites avec les scrupules qui ont disparu. Ouvertement aujourd'hui, on fait une place pour les riches à un point jamais atteint. Le budget 2018 est fait pour le blanchiment de leurs avoirs en rapatriant en France les réfractaires à l'impôt. On leur ouvre les bras avec un bouclier fiscal 4 fois plus efficace que celui de Sarkozy. La France nouvelle frontière du fric pour les "élites"!

Ces élites gavées de fric, on le savait. Mais les révélations récentes montrent **une véritable délinquance financière** qu'on n'imaginait pas à ce point. C'est d'un véritable pillage de l'argent public qu'il s'agit. Par dizaines de milliards on soustrait des financements, qui auraient dû servir à la collectivité. Bref du vol de l'Etat hélas consenti, qu'on n'ose toujours pas nommer ainsi.

Il faut nommer les choses. Il faut dire précisément, pour éviter de laisser ces sujets, véritables bombes à fragmentation du corps social, entre les mains de **manipulations populistes**.

Que penser quand on voit en cette fin d'année 2017, dans cette situation, des membres de cabinets ministériels être augmentés de 20 voire 30%?. Irrresponsable. De quelle légalité s'agit-il?

C'est dans ce contexte qu'on fait les poches des "perdants" de la vie. Ils sont nombreux, alors 5 Euros à ponctionner pour les APL, ça compte. Puis les retraités sont de plus en plus nombreux, plus longtemps, alors faut aussi les alléger en disant qu'on paye mieux le travail alors que simplement dans les classes moyennes et les précaires, on prend chez les uns pour mettre chez les autres.

Le récent rapport de [l'observatoire des inégalités 2017](#) est édifiant: "le nombre de personnes pauvres a augmenté de 600 000 en dix ans. Au cours de la même période, le taux de pauvreté est passé de 7,5 à 8 %."

Alors, pour la gauche, doit venir le temps du sérieux, de la cohérence, en commençant par balayer devant sa porte pour enfin parler clair.

Jean Claude Hiquet 12-11-2017